

Après [l'accident de la Camrail](#), la responsabilité du groupe Bolloré à nouveau attaquée

Bolloré visé par un mouvement social au Cameroun : usine bloquée et manifestations dans 4 plantations Socfin

Des centaines de riverains des plantations Socapalm/Safacam exigent des compensations justes pour les terres occupées et paralysent les plantations de la Socfin détenue à 38,8% par le groupe Bolloré

Deux ans après avoir été [reçu par le groupe Bolloré à Paris](#), Emmanuel Elong, président de la Synaparcam ne décolère pas : « *Aucun engagement n'a été tenu. A la Camrail, comme dans les plantations, la gestion du groupe Bolloré en Afrique est totalement irresponsable* ».

Et ils ont décidé de le dire par des



Usine Safacam – 14 novembre 2016

actes. A 5h, 100 ressortissants des villages riverains de la plantation de palmiers à huile et d'hévéas Safacam, dans l'arrondissement de Dizangué, au Cameroun, se sont rassemblés devant l'usine pour empêcher les camions du personnel d'aller chercher les travailleurs, et paralyser ainsi le travail sur l'usine et l'ensemble de la plantation. Un peu plus tard, c'était les représentants des communautés locales des 13 villages riverains de la Socapalm, à la Kienké, qui marchaient sur la direction, dans le département de l'Océan. A l'autre bout du pays, 400 riverains ont également manifesté de la plantation jusqu'à la Préfecture de Dibombari, dans une troisième plantation, à l'ouest de Douala. Les riverains de la Socapalm Mbongo ont fait de même, en marchant jusqu'à la préfecture de Dizangué. Tous se sont levés pour dénoncer le blocage du dialogue, et les promesses non tenues par l'ensemble de la pyramide : depuis la secrétaire générale du groupe Bolloré jusqu'au directeurs locaux de la Socfin.

Entre la Socapalm et la Safacam, se sont plus de 73 000ha qui sont exploités au Cameroun par le groupe Socfin, dont le groupe Bolloré est [l'actionnaire principal avec 38,8%](#). « Avec l'arrivée de la plantation en 1968, des hectares de forêt ont été défrichés puis progressivement remplacés par des monocultures de palmier à huile, réduisant d'autant les surfaces sylvicoles jusqu'alors utilisées par les populations locales pour leurs activités de chasse et de collecte » expliquent plusieurs organisations dans un rapport d'enquête de 2010¹. L'étude souligne également les milliers de terres arables soustraites aux populations locales. L'entreprise, privatisée en 2000, devait poursuivre des missions de service public² notamment, en compensation de la perte de l'usage de terres et zones de pêche. Mais le sort des communautés n'a fait qu'empirer, notamment à cause de l'exploitation de zones de plus en plus grandes, et l'utilisation illégale des bas-fonds. Malgré des bénéfices de près de 9 millions d'euros en 2015 pour la Socapalm, et 2,6 millions d'euros pour la Safacam, les populations locales ne bénéficient d'aucune retombée significative et trouvent bien lointaines les promesses de développement des villages qui avaient poussé leurs ancêtres à accepter si facilement l'implantation de ces plantations sur les terres qu'ils occupaient.

¹ L'impact de la privatisation de la SOCAPALM sur les communautés et l'environnement au Cameroun, Sherpa, CED, Forcarfe, Misereor.

² Article 8.4.2 de la Convention de cession

Après I-télé et la Camrail, la gestion du groupe Bolloré à nouveau remise en question

Les groupes Socfin et Bolloré sont interpellés régulièrement depuis plusieurs années par les riverains, réunis au sein d'une Alliance Internationale³, sur les problèmes qu'ils rencontrent. Vincent Bolloré avait [ouvert la porte du dialogue](#) puis il l'a brutalement refermée, renvoyant, comme Socfin, la négociation aux dirigeants locaux. Dans une lettre envoyée le 4 avril dernier à l'Alliance des riverains, il explique que la Socfin « est une société responsable », que ses dirigeants « ont toute sa confiance », et qu'il « a constaté une intensification du dialogue depuis 2015 (...) et de nombreuses actions concrètes au bénéfice des riverains ». Mais au Cameroun, aucun dialogue constructif n'a pu avoir lieu pour résoudre ces problèmes localement : la direction de la Socapalm refuse ouvertement de dialoguer avec l'association des riverains, la Synaparcam⁴, qui regroupe aujourd'hui plus de 1000 membres, malgré le soutien de nombreux chefs de village, et le Directeur Général de la Safacam ignore cette association, en restant silencieux à ses courriers et mobilisations.

Les communautés locales, organisées à travers la Synaparcam demandent ainsi l'ouverture d'un réel espace de négociation, pour obtenir des compensations justes : au-delà de la protection d'un espace vital autour des villages et la rétrocession de certaines terres, les riverains revendiquent aujourd'hui leurs droits concernant le soutien au développement des plantations villageoises et un accès à l'emploi, ainsi que des infrastructures de services publics essentiels aux villages (cases de santé, écoles, accès à l'eau potable, entretien des routes, électrification pour certains villages,...). Ils font appel à la responsabilité de la direction générale du groupe. Les riverains déterminés ne libéreront pas les plantations sans des engagements concrets, bernés trop souvent par des promesses non tenues.



Synergie Nationale des Paysans et Riverains du Cameroun

<http://www.facebook.com/synaparcam/>



ReAct Alliances Transnationales - www.projet-react.org

Contacts presse :

Emmanuel Elong : +237 674 52 93 87

Guillaume Nyobe : +237 663 339 820

³ L'Alliance Internationale des riverains des plantations Socfin/Bolloré rassemble aujourd'hui les communautés locales de 5 pays : Cameroun, Côte d'Ivoire, Liberia, Sierra Leone, Cambodge

⁴ Synergie Nationale des Paysans et Riverains du Cameroun